

15.02.2007

Compte-rendu du voyage au Tchad et au Cameroun

Version abrégée

Voyage du 19 au 26 janvier 2007

à propos de la contribution de l'oléoduc Tchad-Cameroun au développement des deux pays

Rapport conjoint de Ute Koczy, membre du Bundestag allemand, et Bärbel Kofler, membre du Bundestag allemand

Table des matières

5. L'oléoduc Tchad-Cameroun



1. But du voyage

Le but de ce voyage, effectué pour le compte de la commission de la coopération économique et du développement, était de s'informer sur place de la situation actuelle. Nous voulions évaluer dans quelle mesure l'engagement de la Banque mondiale dans le financement de l'oléoduc Tchad-Cameroun avait contribué à ce que la production de pétrole au Tchad bénéficie au développement durable des deux pays et, partant, à leur population.

La Banque mondiale aime à présenter l'oléoduc mis en service depuis 2003 comme un projet-modèle et un contre-exemple par rapport aux nombreux projets mis en œuvre dans le domaine des ressources naturelles et entraînant des répercussions négatives sur les pays en développement. Or, les critiques persistantes et les dérives évoquées par les organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement remettent sérieusement en question cette vision des choses. Notre mission avait pour but de contribuer à établir les faits et de rendre compte à ce propos.

Bref aperçu du déroulement du voyage

L'**objet principal** du voyage était donc l'**oléoduc Tchad-Cameroun**. Au programme figurait, outre des entretiens à nous pris part à des entretiens sur le thème de la production pétrolière avec le gouvernement (ministre de l'écono

À Kribi, où s'arrête l'oléoduc, nous avons eu la possibilité de visiter l'installation de décompression. Nous avons ensuite rencontré les membres de la coopérative de pêcheurs, une rencontre qui revêtait une actualité toute particulière après la fuite de pétrole survenue une semaine auparavant au terminal de chargement, à 12 km de la côte.

Nous avons par ailleurs eu des conversations avec les responsables des projets mis en œuvre sur place dans le cadre de la **coopération au développement allemande**, afin de nous faire une idée des actions soutenues par l'Allemagne. Après notre arrivée dans la capitale tchadienne et nos premiers entretiens sur place, nous avons visité un projet de coopération mené dans le cadre de la coopération au développement allemande et axé sur le développement rural dans la région méridionale de Mayo Kebbi, aux alentours de Pala.

Au Cameroun, nous avons notamment rencontré le ministre des forêts et avons pu nous informer, par le biais d'entretiens avec des experts de la coopération au développement allemande, de la teneur précise des efforts déployés sur place en matière de gestion durable des ressources, de santé et de décentralisation.

Nous avons eu l'occasion de faire la connaissance d'experts du GTZ (Office allemand de la coopération technique), du KfW (Institut allemand de crédit pour la reconstruction), du DED (Service allemand de développement), de la Fondation Friedrich Ebert, de représentants du parlement et des gouvernements, ainsi que de la Banque mondiale et avons également pu nous entretenir avec les organisations non gouvernementales locales et des groupements de femmes et de pêcheurs. Ces nombreux entretiens menés avec tant de groupes différents nous ont permis de recueillir des points de vue pluriels et parfois contradictoires et ont soulevé quantité de questions que nous n'avons pu – loin s'en faut – régler toutes.

Première conclusion du voyage

Dans les deux pays, l'oléoduc Tchad-Cameroun apparaît comme un objet venu d'une autre galaxie. Le projet vise à servir les intérêts économiques des entreprises concernées et des gouvernements, censés représenter leurs populations respectives. Malheureusement, les espoirs d'une amélioration de la situation concrète des citoyens ne se sont pas concrétisés, en particulier au Tchad.



Nous avons pu constater qu'il existait une grande différence entre les ambitions et les espoirs autrefois liés à la construction de l'oléoduc et les réalisations concrètes. Les citoyens sont fortement déçus de noter qu'aucune amélioration substantielle de leur situation n'a résulté de ce chantier, que de nombreuses carences ont été constatées pour ce qui est des constructions telles qu'écoles et citernes d'eau et que les plaintes relatives aux dégâts écologiques et aux faits de pollution (p.ex. production massive de poussière) ne sont pas prises au sérieux.

La construction de l'oléoduc n'a pas permis de combler le fossé économique, culturel et relationnel entre les quatre parties concernées (entreprises, Banque mondiale, gouvernements et populations). Nous savons que d'importants efforts ont été déployés dans ce sens et que de nombreuses personnes ont tout fait pour améliorer la situation mais, manifestement, d'importantes lacunes demeurent, en particulier en matière de communication.

C'est là un mauvais point de départ pour les 25 prochaines années, soit le laps de temps au cours duquel

l'oléoduc devrait fonctionner, selon les attentes officielles. À cet égard, la situation qui règne au **Tchad** apparaît particulièrement dramatique. Placé sous la houlette du président Idriss Déby, le Tchad est une autocratie dotée d'une administration dont on ne saurait espérer qu'elle œuvre au bien commun. La modification de la constitution opérée en 2004, en vertu de laquelle Déby a pu briguer un troisième mandat à partir de 2006, a sapé toute confiance dans la possibilité de renverser démocratiquement le président. La lutte armée s'intensifie. Dans ce contexte, les recettes pétrolières servent surtout les intérêts du président, qui peut les utiliser pour asseoir son pouvoir. Dans le même temps, elles rendent le Tchad attrayant pour les groupes de rebelles, qui mènent une lutte toujours plus acharnée contre le président Déby. En avril 2006, une tentative de putsch contre Déby n'a échoué que de peu – et uniquement parce que ce dernier bénéficiait du soutien des Français. Et si notre voyage s'est heureusement déroulé dans une période exempte de conflit avec les rebelles, la situation semble pourtant s'aggraver.

Le **Cameroun** fait preuve d'un plus grand dynamisme économique et politique. Bien que riche, le pays se trouve toutefois entraîné dans une spirale économique négative, contre laquelle il lutte péniblement. La corruption est omniprésente. L'oléoduc Tchad-Cameroun traverse dans sa plus grande partie ce dernier pays. Son tracé passe par des zones de forêt humide et les biotopes de populations indigènes. Pourtant, comme le pays n'est qu'une zone de transit pour le pétrole tchadien, les recettes demeurent limitées, notamment en comparaison des autres recettes pétrolières du Cameroun. Toutefois, ces recettes arrivent de façon continue. Il est frappant de constater qu'en dépit de toutes les protestations arguant de la transparence manifeste des recettes tirées de l'oléoduc, ni les pêcheurs, ni le maire de Kribi, par exemple, ne disposent de chiffres précis. À l'évidence, quelque chose ne tourne pas rond.

2. Tchad – Remarques relatives à la structure et au développement

Politique

Le pays est indépendant depuis 1960. *Idriss Déby* est devenu président après le renversement violent de *Hissène Habré* (président de 1982 à 1990). La constitution de 1996 fixe les bases juridiques de la séparation des pouvoirs, du système pluripartite, des droits fondamentaux et de la décentralisation. Toutefois, les unités administratives nouvelles créées en 1999 ne sont pas encore fonctionnelles et la deuxième chambre du parlement (*Assemblée Générale*), bien que prévue, n'a pas encore vu le jour. De même, les élections communales annoncées ont été reportées à plusieurs reprises.

La limite à deux mandats fixée pour l'exercice de la fonction présidentielle a été levée par une modification de la constitution adoptée en mai 2004, modification qui a permis à Idriss Déby d'entamer un troisième mandat, au terme d'une élection critiquée en août 2006. En 2006, le parlement a lui aussi décidé d'une prolongation (anticonstitutionnelle) de son mandat pour une durée d'un an et demi, au motif que le Tchad n'était pas en mesure, sur le plan financier, d'organiser durant la même année 2006 des élections législatives, présidentielles et communales.

Économie/Développement

Quelque 80 % de la population vivent dans la pauvreté totale, avec un écart notable entre villes et campagnes. Le développement socio-économique du pays a été entravé de façon significative par l'isolement intérieur, la division du pays entre " le Tchad utile " (sud) et " le Tchad inutile " (nord) durant la domination coloniale

française, des décennies de guerre civile, de nombreuses sécheresses, la corruption et le développement insuffisant des infrastructures. En dehors du pétrole, les principaux biens d'exportation du pays sont le coton (40 % de la valeur totale des exportations), le bétail, la viande et la gomme arabique. Les principaux acheteurs sont le Portugal, l'Allemagne et les États-Unis.



Situation sécuritaire au Tchad, danger de propagation du conflit du Darfour

En avril 2006, des rebelles ont tenté de renverser Idriss Déby. Au terme de cette tentative de coup d'État, qui a causé 400 morts et a échoué principalement du fait de l'intervention française, le Tchad a abandonné son rôle de médiation dans le conflit du Darfour. Déby a accusé le Soudan d'avoir organisé la tentative de putsch. Le Soudan abriterait par ailleurs des rebelles, qui opéreraient depuis la frontière dans l'est du Tchad.

Depuis début novembre 2006, cette région frontalière avec le Soudan serait en outre le théâtre, en plus des attaques des rebelles, de combats entre les milices de cavaliers arabes lourdement armés et les villageois africains. Les affrontements survenus dans les provinces de Ouaddai, Salamat et Wadi Fira ont entraîné la mort de centaines de personnes. Le 13 novembre, réagissant à ces attaques et à ces incursions, le gouvernement tchadien a prononcé l'état d'urgence dans ces trois provinces, ainsi que dans la capitale, N'Djamena. Alors que les rebelles ont pour objectif de faire tomber le gouvernement d'Idriss Déby, les assaillants qui s'en prennent à la population civile africaine sont manifestement des membres des sinistres milices Janjaouid, qui, depuis 2003, s'en prennent également aux rebelles et civils africains installés au Darfour, avec le soutien de Khartoum.

Fin janvier, une mission d'enquête du département des opérations de maintien de la paix (DPKO) des Nations unies s'est rendue au Tchad afin d'évaluer la situation et de juger de l'opportunité d'envoyer une mission de rétablissement de la paix de l'ONU au Tchad et en République centrafricaine. Le rapport rendu à propos de cette mission par le Secrétaire général des Nations unies soulignait que la situation demeurait largement " incertaine ", notamment dans l'est du Tchad, et que la déstabilisation de cette région entraînait " une insécurité généralisée et des violations des droits de l'homme ". (Rapport S/2007/97)

Du fait de la violence persistante, le Tchad compte actuellement plus de 300 000 personnes qui ont fui pour échapper aux milices (dont 250 000 réfugiés soudanais venus du Darfour et 120 000 Tchadiens déplacés à l'intérieur du territoire). Près de 50 000 réfugiés tchadiens se trouvent quant à eux au Darfour.

Des réfugiés vivent aussi dans le sud du Tchad. Plus de 45 000 personnes, qui ont passé la frontière avec la République centrafricaine depuis juin 2005, y vivent dans trois camps différents.

3. Cameroun – Remarques relatives à la structure et au développement

Économie/Développement et Politique

Durant les 25 années ayant suivi l'indépendance, le Cameroun était un des pays les plus prospères d'Afrique. Conjugée à une surévaluation de la monnaie et à une mauvaise gestion économique, la chute des prix intervenue sur les marchés du pétrole, du cacao, du café et du coton au milieu des années 1980 a débouché sur des décennies de récession. Entre 1986 et 1994, le RNB a chuté de 60 %, tandis que le déficit budgétaire et l'endettement de l'État accusaient une forte croissance.

Pour autant, le Cameroun disposant de pétrole et de conditions climatiques très favorables pour l'agriculture, il constitue toujours l'une des économies productrices de biens primaires les mieux armées d'Afrique subsaharienne. Il n'en doit pas moins faire face à des problèmes similaires à ceux de nombre de pays en développement, comme par exemple à un appareil d'État pléthorique.

Paul Biya est depuis 1982 président d'un pays dont le gouvernement ne se caractérise pas par une grande ambition et dont l'opposition ne remplit pas sa mission. Le Cameroun souffre d'une mauvaise gestion, de la corruption, de l'arbitraire politique et de la faiblesse de son administration.

Le climat a tendance à être défavorable aux investissements, en l'absence de toute sécurité juridique et de la volonté de mettre un terme à cet état de fait. Ces dernières années, l'économie a témoigné d'une reprise (environ 4 % de croissance annuelle), due pour une partie non négligeable à l'augmentation des prix du pétrole.

Le pays s'est doté d'une stratégie de lutte contre la pauvreté et a officiellement atteint, en 2006, le point d'achèvement de l'initiative de désendettement PPTE. Le FMI critique toutefois la gestion macroéconomique du gouvernement et doute de l'orientation choisie en matière de lutte contre la pauvreté. Dans le même ordre d'idées, les décaissements et la mise en œuvre des mesures adoptées ne progressent qu'à pas comptés.

Données comparatives

Superficie
Population, en millions d'habitants
Revenu national brut, par an et par habitant (USD)
Classement dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International (sur 163)
Alphabétisation (15 ans et plus)
Classement dans l'indice de développement humain 2006 (sur 177)
Mortalité infantile des moins de cinq ans (par milliers)
Espérance de vie à la naissance

Sources: *Transparency International, Human Development Report 2006 et 2002.*

4. Obstacles majeurs au développement dans les deux pays

Dans les deux pays, on peut considérer que la **corruption** et le **manque de transparence** qui l'accompagne sont les principaux obstacles au développement. Largement répandue, la corruption est présente en tout lieu et source de tous les maux. Elle entrave notamment l'utilisation efficace des recettes pétrolières dans la lutte contre la pauvreté.

Les deux pays sont très mal classés dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International (cf. tableau ci-dessus) et le Tchad compte parmi les dix pays les plus corrompus de la planète.

La présence croissante d'**armes légères** et l'abaissement du seuil de recours à la violence armée constituent un autre problème qui touche les deux pays, au même titre que la criminalité en bande. Au Cameroun, il nous a été rapporté que des policiers vendaient eux-mêmes leurs armes en sous-main pour s'assurer des revenus supplémentaires.

Les deux pays souffrent également de l'**insuffisance de leurs systèmes publics de santé et d'éducation**. Le taux d'analphabétisme atteint des niveaux effrayants, en particulier au Tchad. La libéralisation économique et l'afflux de travailleurs induit par le chantier de construction de l'oléoduc (et l'augmentation de la prostitution qui en découle) ont entraîné une augmentation de la prévalence relative du VIH/SIDA.



Comme dans nombre de pays africains, les **femmes** forment l'épine dorsale de la société tchadienne et camerounaise, sans pour autant jouer un rôle politique et social à la mesure de leur importance. Au contraire, on a attiré notre attention, lors de notre présence au Cameroun, sur la pratique traditionnelle largement répandue du "repassage des seins". Une pratique cruelle, qui vise à masser – pour les écraser – les tissus mammaires en pleine croissance des jeunes filles pubères à l'aide de pierres à écraser ou de bûches chauffées au feu. Il s'agit apparemment d'une " mesure de protection des jeunes filles " : en croissant trop tôt, leurs seins les rendraient trop attirantes et les exposeraient au risque de tomber enceinte.

5. L'oléoduc Tchad-Cameroun

a) L'importance du secteur pétrolier au Tchad et au Cameroun

Cameroun:

Le Cameroun produit du pétrole depuis 1977, essentiellement en offshore dans le golfe de Guinée. Parmi les entreprises actives dans ce secteur, on trouve notamment les compagnies pétrolières Total, Perenco, Pecten et Euroil. De nombreuses négociations sont en cours en vue de l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz, principalement présentes au large des côtes. La poursuite des investissements dans la recherche pétrolière pourrait accroître la part du secteur pétrolier dans l'économie.

Depuis les années 1990, la production pétrolière camerounaise est en recul, à la suite de l'épuisement progressif des réserves contenues dans les champs pétroliers en exploitation. Alors que le pays produisait 182 000 barils par jour en 1977, la production journalière est actuellement, selon les données du ministère de l'économie et des finances, de 90 000 barils environ. En 2003 cependant, les recettes pétrolières représentaient toujours 24 % des recettes fiscales du gouvernement, 50 % des recettes en devises et environ 6 % du produit intérieur brut.

Le Cameroun possède une raffinerie à Limbé. La technologie dont elle dispose ne permet toutefois pas au Cameroun de raffiner lui-même le pétrole qu'il produit.

Depuis 2005, le Cameroun est membre de la **Extractive Industries Transparency Initiative** (Initiative pour la transparence dans les industries extractives - ITIE). En décembre 2006, le gouvernement camerounais a publié un premier rapport sur les recettes issues du secteur pétrolier. Selon les données de la société pétrolière nationale, la *Société Nationale des Hydrocarbures* (SNH), le Cameroun a exporté, en 2006, 14,861 millions de barils de pétrole et en a tiré des recettes d'un montant de 948,974 millions USD.

Selon le rapport de l'ITIE sur la production et les exportations de pétrole du Cameroun, la production pétrolière de ce pays lui a rapporté 1,549 milliard USD en 2005, dont 535,294 millions ont été reversés au Trésor public et 31 millions environ ont été dépensés. Ce rapport ne contient toutefois aucune information précise sur l'utilisation faite du reste des recettes.

Tchad:



un puits de pétrole dans la région de Komé

Les premières explorations ont eu lieu en 1969. La production en tant que telle n'a débuté qu'en 2003, une fois achevé l'oléoduc Tchad-Cameroun. Le pétrole extrait des champs pétroliers de la région de Doba – qu'on nomme " Doba Blend " – est un brut particulièrement lourd, mais qui ne contient que peu de soufre.

Le diesel (également utilisé pour la production d'électricité, p.ex.) et d'autres produits pétroliers de plus grande valeur doivent être importés.

Après avoir brusquement suspendu les relations diplomatiques avec Taïwan, le Tchad a entamé des relations diplomatiques et économiques avec la République populaire de Chine. En janvier 2007, un accord de remise de la dette et des accords économiques portant sur 80 millions USD ont été signés.



Champs pétroliers au Tchad et au Soudan. Oléoduc Tchad-Cameroun de Doba à Kribi (gauche) et oléoduc soudanais vers Port Soudan (droite). (Source: www.rfi.fr)

b) Le projet d'oléoduc Tchad-Cameroun et le rôle de la Banque mondiale

En 2003, l'oléoduc Tchad-Cameroun est entré en fonction, au terme de deux ans de chantier. Prévu pour être exploité pendant 25 ans au moins, l'oléoduc est d'un haut niveau de technicité (il est, p.ex., dépourvu de joints latéraux). Les éventuelles chutes de pression sont contrôlées via un câblage en fibre optique posé à l'extérieur et l'installation fonctionne jusqu'ici sans aucun incident.

À l'origine, Shell et Elf faisaient partie du **consortium** mis en place pour la construction de l'oléoduc (qui réunit aujourd'hui ExxonMobil, Petronas et Chevron Texaco), mais en 1999, ces deux entreprises ont fait part de leur retrait de la planification du projet, pour éviter des problèmes similaires à ceux rencontrés au Nigeria.

Dans ses estimations, le **groupe de la Banque mondiale** avait posé pour hypothèse que le Tchad toucherait quelque 2 milliards USD (soit, en moyenne, 80 millions USD par an) en recettes directes et que les bénéfices des 25 ans d'exploitation de l'oléoduc rapporteraient en tout 500 millions USD (20 millions USD par an, en moyenne) au Cameroun. En réalité, le Tchad a déjà perçu, fin 2006, 1,175 milliard USD en recettes directes et indirectes (cf. infra, énumération dans la " fiche signalétique ").

La Banque mondiale a apporté son soutien au projet d'oléoduc Tchad-Cameroun en vue d'atteindre les objectifs suivants :

- " augmenter les dépenses du gouvernement tchadien en faveur des activités de réduction de la pauvreté; et
- accroître les recettes fiscales dont dispose le Cameroun pour financer les dépenses prioritaires en matière de développement, dans le contexte de la stratégie gouvernementale de croissance économique et de réduction de la pauvreté." (*Document d'évaluation du projet de la Banque mondiale, avril 2000*)

La Banque mondiale jugeait que " sa participation au financement du projet d'oléoduc constituait une occasion unique d'aider le **Tchad** à opérer un changement de paradigme dans son développement économique. Permettre à un pays doté de ressources et de perspectives à ce point limitées d'accéder à des recettes accrues pourrait faire une différence significative pour la population tchadienne. "

(Traduction propre, *Implementation Completion Report* de la Banque mondiale, aperçu, p. 4.) Les expériences faites dans d'autres pays ayant mis en avant le risque d'une utilisation indue des recettes pétrolières, la Banque mondiale a fait de la mise en place d'un " cadre transparent pour la gestion des recettes " une condition indispensable à son engagement financier.

Ce " **Petroleum Revenue Management Program** " (programme de gestion des recettes du pétrole) a constitué la base du financement par la Banque mondiale et a été ancré dans la législation tchadienne via la loi # 001. En vertu du dit programme, 72 % des recettes directes doivent échoir à des mesures destinées à des secteurs prioritaires (santé, éducation, services sociaux, etc.), 4,5 % à des projets axés sur les communes de la région de production et 10 % à un fonds pour les générations futures, auquel il ne serait permis de recourir qu'une fois la production de pétrole arrêtée.

Pour contrôler la bonne répartition des fonds, on a créé le " Collège de Contrôle et de Surveillance de la Gestion des Ressources Pétrolières ", organe indépendant chargé d'approuver les dépenses prévues pour chaque projet mis en œuvre.

Début 2006, Idriss Déby décidait, son pouvoir mis à mal par la recrudescence des activités des rebelles, de modifier la loi # 001. Il prononça la dissolution du Fonds pour les générations futures, dénonçant de ce fait le contrat passé avec la Banque mondiale à propos de l'utilisation des recettes pétrolières. Très rapidement, la Banque mondiale réagit en suspendant le versement de tous les crédits qu'elle octroyait au Tchad et en bloquant le compte fiduciaire londonien sur lequel étaient versées les recettes.

Il fallut ensuite négocier une nouvelle base pour les relations entre le gouvernement tchadien et la Banque mondiale. Il n'en est cependant sorti qu'un " protocole d'accord ", en vigueur depuis juin 2006, qui prévoit la suppression du fonds novateur et tourné vers les générations futures et une définition élargie de ce que sont les " secteurs prioritaires ". Un renoncement pour la Banque mondiale, car ce protocole a finalement permis au gouvernement tchadien d'engager des dépenses en vue de la consolidation de son pouvoir.

Ici termine le kilomètre de route asphaltée que la B

L'oléoduc est là, le pétrole s'écoule, l'argent aussi, et la Banque mondiale ne dispose plus d'aucun moyen de pression. En 2006, les espoirs de l'opposition en un changement démocratique de gouvernement ont été définitivement balayés. Les recettes du pétrole profitent au président autocratique et lui permettent de se maintenir au pouvoir, y compris via le recours aux armes.

Le **Cameroun**, qui accueille le plus grand tronçon de l'oléoduc Tchad-Cameroun, perçoit des redevances de transport, calculées non en fonction du prix du pétrole, mais de la quantité de brut transportée (0,41 USD par baril). Chaque mois, le transport de 4,53 millions de barils rapporte 1,8 million USD environ.

Au vu du montant plus réduit – par rapport à ce que gagne le Tchad – des recettes tirées des redevances

de transport (moins de 2 % des recettes de l'État), la Banque mondiale n'a exigé du Cameroun aucun mécanisme de contrôle de l'utilisation des recettes similaire à ce qui était prévu pour le Tchad.

Fiche signalétique Oléoduc Tchad-Cameroun

Longueur
Tracé
Mise en service
Durée d'exploitation
Coûts
Crédits de la Banque mondiale
Crédits SFI
Redevances de transit versées au Cameroun
Production journalière
Consortium (" Système Field ")
Entreprises pour le " système d'exportation "
Recettes du Tchad (2003 à fin 2006)
Adhésion à l'ITIE

c) Échec d'un projet de développement : – " We shouldn't have called it Development Project. "

Ces dernières années, le **Tchad** a affiché la plus forte croissance économique d'Afrique (env. 1 à 2 milliards USD de recettes par an, ce qui est considérable pour une population de 8 millions d'habitants seulement). Pourtant, il est manifeste que l'oléoduc et les recettes qui en découlent n'entraînent pas d'impulsion réelle en faveur d'un essor social et économique dans les deux pays.

Création d'emplois : Lors de notre voyage, nous avons souvent entendu dire qu'au début, le projet

d'oléoduc avait l'assentiment de la population. Nombre de gens ont cru les promesses des gouvernements et des entreprises et espéré essor économique et emplois. L'espoir était par ailleurs de voir les projets annoncés venir en aide aux personnes. L'oléoduc était tout particulièrement perçu comme un projet de développement pour le pays – et vanté comme tel (cf. illustration ci-dessous) – au Tchad. Lorsque Esso commença de procéder à des recrutements, des milliers de gens espèrent décrocher un emploi et se rendirent par exemple au camp de base situé à proximité de Komé. Du jour au lendemain, un village provisoire vit le jour aux portes du camp, dans lequel des centaines de candidats en attente d'un emploi séjournèrent et vécurent parfois pendant des mois. L'alcoolisme, la prostitution et le sida se répandirent. Dans le même temps, seuls les travailleurs les plus qualifiés furent engagés.



" La route de l'espoir. Le pétrole illumine l'avenir économique du Tchad et du Cameroun ", article tiré de la revue The Lamp publiée par ExxonMobil-Corporation, automne 2002.

Selon Esso, le plus grand nombre d'embauches se fit durant l'année 2002. Quelque 7 800 Tchadiens trouvèrent un travail, tandis qu'environ 2 000 expatriés vinrent d'autres pays. Mi-2006, il restait encore 5 000 emplois pour les Tchadiens, alors que le nombre d'expatriés atteignait juste le millier.

Pourtant, les **attentes déçues** ne procèdent pas du hasard. L'illustration reproduite ci-dessus montre que le consortium et la Banque mondiale ont délibérément vendu le projet d'oléoduc comme un " projet de développement ". Telle était d'ailleurs sa dénomination officielle : " Chad Development Project " (projet de développement du Tchad). À cet égard, notre rencontre avec Ron Royal, Chef d'Esso au Tchad, fut révélatrice : " We shouldn't have called it 'development project' " (nous n'aurions pas dû baptiser cela " projet de développement "). Dans son *Implementation completion report* (rapport sur l'achèvement de la mise en œuvre) de décembre 2006, la Banque mondiale concède elle aussi ce qui suit : " nous aurions dû veiller à diffuser des messages plus réalistes et éviter d'éveiller des attentes allant bien au-delà des résultats possibles du projet ". (*Completion Implementation Report* de la Banque mondiale, aperçu, p. 41.) Un aveu bien tardif hélas. Et la population se sent – à juste titre – trompée.

Les dépenses ne prennent pas en considération les priorités de la population: Certes, le " Collège de Contrôle et de Surveillance " est tenu d'approuver les dépenses pour tout projet envisagé dans le cadre des " secteurs prioritaires " au Tchad. Néanmoins, le choix de ces projets ne repose pas sur des priorités arrêtées au niveau régional, mais est opéré par le gouvernement central. Fondamentalement, les adjudications relatives à ces projets ne se déroulent pas entre les entreprises locales, mais se font dans la capitale, N'Djamena. Nous avons eu une démonstration particulièrement frappante du

non-respect des priorités régionales dans la région pétrolière de Doba. Des bureaux d'experts y élaboraient, dans le cadre du projet et via un processus aussi coûteux que laborieux qui impliquait la participation intense de la population, un plan de développement régional. Ce plan identifie les potentiels dont disposent les différentes sous-régions et les projets de développement prioritaires pour chacune d'entre elles. Or, ce plan de développement régional n'a pas été transmis par le ministère du plan au gouvernement, afin de pouvoir être officiellement mis en œuvre : il prend la poussière dans un tiroir du dit ministère, tandis que continuent à être menés des projets qui ne répondent pas aux besoins de la population.

Il n'est dès lors pas étonnant que les projets (écoles primaires, sources, etc.) mis en œuvre comme des contributions plutôt bien intentionnées demeurent marginaux et ne parviennent pas à entraîner une amélioration durable des conditions de vie des populations sur le terrain.

Cela nous est apparu d'autant plus clairement lorsque, nous trouvant dans la région de Mayo Kebbi, nous avons pu découvrir, à partir de l'exemple du projet " PRODALKKA " mis en œuvre par la coopération au développement allemande près de la ville de Pala, ce qui était nécessaire pour véritablement poser les bases d'un développement durable. La différence entre la vie de la population tchadienne et celle au sein du camp de base de la compagnie ESSO à Komé est criante. Les huttes en torchis, l'économie pastorale et l'absence de perspectives forment un contraste frappant avec les installations d'une compagnie pétrolière aux normes américaines et au quotidien professionnel minutieusement organisé. Une telle disparité ne saurait être comblée, faute d'efforts considérables des deux côtés...

Les intérêts en jeu sont évidents. Le fioul lourd du Tchad acheminé dans le monde entier par pétrolier après avoir transité par le Cameroun vise en première ligne à assouvir l'appétit du monde occidental pour les ressources et à accroître les bénéfices des groupes concernés. Ce n'est qu'ensuite que les recettes dégagées aboutissent au gouvernement tchadien et, dans une moindre mesure, à son homologue camerounais et qu'une fois l'argent en question réparti à la tête de l'État, la population a peut-être la chance qu'on pense à elle. Ce constat ne doit cependant en rien atténuer notre critique du gouvernement tchadien pour ne pas assumer ses responsabilités vis-à-vis de sa propre population. Dans le cas du Tchad, il est manifeste que le président autocratique Idriss Déby se sert impudemment dans la manne des recettes pétrolières pour assurer son pouvoir et néglige les intérêts de la population. Et si la Banque mondiale s'est certes élevée contre cet état de fait au début 2006, il a bien fallu constater qu'elle ne disposait d'aucun moyen d'influer sur le comportement du gouvernement tchadien.

Pression démographique croissante dans le sud : dans les régions où sont situées les champs de pétrole, la pression démographique sur un écosystème fragile a fortement augmenté et l'on ne peut désormais plus nier le surpâturage et la surexploitation des sols dans le sud, notamment dans la région de Mayo Kebbi.



Le recul aussi rapide que surprenant des quantités produites dans les trois premiers champs de pétrole a nécessité l'ouverture de nouveaux champs au Tchad. Le danger est grand de voir visées des régions intactes jusqu'ici. Des explorations sont ainsi en cours dans une zone située à la frontière avec le Cameroun et censée être déclarée parc naturel transnational en raison de sa richesse écologique. Une fois les premiers forages exploratoires effectués, on assistera bien évidemment à la colonisation de la zone et à la surexploitation des ressources naturelles.

Lors de notre voyage au Tchad et au Cameroun, nous avons eu la possibilité de découvrir différentes facettes du projet d'oléoduc. Les contradictions et les questions qui se posent afin d'évaluer l'amélioration

de la situation de la population et de différentes composantes du projet d'oléoduc (surtout, en ce qui concerne les recettes) sont nombreuses. Force est par ailleurs de constater que, tant au Tchad qu'au Cameroun, il y a des problèmes de communication entre les entreprises et la population, d'une part, entre les gouvernements et la population, d'autre part. La grande transparence et la propension à fournir des informations dont a fait preuve la compagnie pétrolière Esso à notre égard, ne semble hélas pas être – pour louable qu'elle soit – une norme valable en tout lieu.

6. Absence d'un plan catastrophe au Cameroun

Le 16 janvier 2007, un accident s'est produit au terminal de chargement de Kribi (Cameroun) : 100 à 150 barils de pétrole se sont répandus dans la mer, à travers une voie d'eau dans le terminal, un ancien pétrolier transformé. La politique d'information de l'entreprise responsable, la COTCO, vis-à-vis de l'opinion publique à Kribi a malheureusement été lacunaire, confirmant par là-même les préjugés les plus négatifs. Cet accident donne par ailleurs à penser qu'en dépit de toutes les annonces, il n'existe aucun plan catastrophe bien pensé. Une lacune qu'il faut combler de toute urgence.

Ntaryike Divine, originaire de Douala, écrivait à ce propos dans un article intitulé " COTCO downplays Kribi pipeline oil spill " (la COTCO minimise la fuite survenue au terminal pétrolier de Kribi), paru dans un journal camerounais en janvier 2007 :

" Des craintes identiques se font désormais jour parmi la population locale, dont une grande partie considère avec regret un projet dont les retombées, en termes d'emploi, d'investissements locaux ou d'aménagements sociaux, demeurent lointaines. En fait, les seuls fruits de la construction de l'oléoduc que peut exhiber Kribi aujourd'hui sont un marché du sexe en expansion, l'augmentation considérable des cas de VIH/SIDA, une pauvreté écrasante et la crainte d'une fuite de pétrole de plus grande ampleur. "

La construction de l'oléoduc n'a pas réglé les problèmes réels que connaît le Tchad et les a parfois même renforcés, si l'on pense à la surexploitation des terres du fait d'une pression démographique croissante et à l'extension du SIDA. Dans aucun des deux pays, nous n'avons pu constater une amélioration de la situation des populations : il faut plutôt craindre une détérioration rampante. La population civile, quoique parfois très bien organisée, ne dispose que de possibilités marginales de réclamer le respect des droits démocratiques de base en matière de participation.